



Sud défend les **revendications** **des collègues !**

déclaration lue lors de l'audience du 13 janvier 2022

M. le Premier ministre,

le monde éducatif s'est mobilisé aujourd'hui dans l'unité. Ce n'est pas contre un virus, comme l'a dit M. Blanquer, de manière méprisante comme à son habitude. C'est contre la gestion catastrophique de la crise sanitaire, et plus largement contre la politique menée par M. Blanquer que se sont mobilisés les personnels.

Les revendications sont connues. Nous maintenons qu'elles sont réalistes et dépendent de la volonté politique. Il y a trois revendications immédiates à satisfaire, M. Le Premier ministre :

- Il faut repousser les épreuves de spécialité de mars à juin et les évaluations de mi-CP. C'est l'affaire d'un arrêté ministériel. La situation est objectivement intenable pour les enseignantes et enseignants chargé-e-s de préparer les élèves à ces épreuves.
- Il faut acquérir sur budget d'État le matériel de protection nécessaire, et annoncer dès à présent un calendrier et un volume clairs : masques FFP2, capteurs de CO2, purificateurs d'air, auto-tests.
- Il faut immédiatement recruter des personnels titulaires en nombre suffisant pour faire face aux besoins en termes de remplacement. Là encore, les leviers existent : il faut recourir aux listes complémentaires, admettre les admissibles aux concours internes, et même ouvrir des concours supplémentaires.

Par ailleurs nous contestons l'évolution des protocoles sanitaires. Nous avons dénoncé cet été le fait que le protocole en quatre catégories ne convenait pas, parce que le passage de l'une à l'autre des catégories relève de la volonté politique et non de critères épidémiques. L'évolution de la situation depuis lors montre que l'on avait raison. Pire, le gouvernement est dorénavant dans une fuite en avant, levant les uns après les autres les freins à la circulation du virus. Tout cela a, couplé par ailleurs au manque de personnels médico-sociaux, un impact important sur la santé psychologique des élèves. Nous revendiquons un protocole sanitaire stable, cohérent et protecteur pour les élèves comme les personnels.

Au-delà, il faut un plan d'urgence pour l'éducation, comme nous le revendiquons depuis le printemps 2020. Nous demandons un collectif budgétaire pour permettre, au-delà de la question des remplacements, le recrutement de personnels en nombre suffisant pour faire baisser durablement les effectifs et compenser les inégalités scolaires qui se sont accrues pendant le confinement.

Nous souhaitons maintenant dire un mot sur nos collègues AED et AESH. Ils et elles se sont massivement mobilisés aujourd'hui, étant en première ligne de la crise sanitaire et de sa gestion catastrophique. Nous appuyons leurs revendications sans réserve. À ce titre, en pleine mobilisation, le refus de la majorité d'appuyer la proposition de loi visant à améliorer les conditions d'emploi des AED et AESH est un signal très négatif.

Enfin, au nom de notre fédération, nous nous adressons solennellement à vous, M. Le premier ministre, pour demander la démission de M. Blanquer. Il est parvenu à faire une très large unanimité contre lui dans la communauté éducative, et a fait preuve d'un autoritarisme et d'une inconséquence insupportables pendant toute la durée son mandat et particulièrement dans la gestion de la crise sanitaire. Il est temps que cela cesse. Cette revendication est aujourd'hui largement partagée par les personnels. SUD éducation la fait sienne sans réserve.

Il va de soi que faute de satisfaction des revendications, nous appellerons les personnels à poursuivre leur mobilisation. Nous avons d'ores et déjà appelé les personnels à se réunir pour décider des suites, et nous soutiendrons toutes les mobilisations à venir.